

Initiatives ministérielles

classe moyenne. L'impôt sur les sociétés représente 8 p. 100 des chiffres publiés ces derniers jours.

Il n'y a pas très longtemps, ce n'était pas 8 et 50 p. 100, sans la TPS qui porte ces chiffres à 8 et 62 p. 100. Les chiffres étaient plutôt de 20 et 30 p. 100. Je remonte quelques années en arrière, avant que le gouvernement n'accède au pouvoir. Chose certaine, la proportion était très différente en 1984. Les particuliers de la classe moyenne payaient moins d'impôt, et les sociétés en payaient plus.

• (2110)

Le gouvernement est maintenant privé de toute marge de manoeuvre. Que fait-il? Je ne m'attends généralement pas à de bonnes projections, mais j'étais tout de même dans l'expectative. J'étais dans ma circonscription hier soir, et j'ai écouté la série de mesures annoncées par le ministre. Je croyais vraiment que j'avais raté quelque-chose. Ce n'est que ce matin, en lisant les grands journaux nationaux, que j'ai constaté que, hélas, je n'avais rien raté du tout.

Puis, j'ai vu le point qui me concerne dans ma circonscription et dont ont parlé aujourd'hui presque tous les députés. J'ai vu quelque chose qui m'avait toujours semblé impossible, même avec ce gouvernement. En cette période où nous faisons face à un taux de chômage aussi élevé, à un déficit aussi lourd et à une dette nationale aussi considérable, le gouvernement avait plusieurs options. Mais à mon avis, et selon l'avis de la plupart des députés de ce côté de la Chambre, il ne s'est attaqué ni à l'un ni à l'autre de ces problèmes. Or, à propos du chômage qui, je m'en rends compte à présent, est le principal problème—en tous cas dans ma circonscription et dans ma province—, il n'a rien fait alors qu'il aurait pu prendre des mesures pour stimuler l'économie, notamment la mise en place d'un programme d'infrastructure que nous réclamons depuis un an. Au lieu de cela, ce sont les chômeurs qui ont écopé.

Je pense essentiellement que le ministre a examiné le problème du chômage du mauvais bout de sa lorgnette, ce qui fait que ceux qui ont le plus besoin d'aide ont été les plus pénalisés. Comme un député l'a dit aujourd'hui, c'est comme un médecin qui, n'arrivant pas à trouver ce qu'a son patient, décide de le tuer.

Je ne puis croire que le gouvernement l'a prise. Appelez ça tenir bon, appelez ça un mauvais budget, peu m'importe comment on l'appelle, il fallait faire quelque chose de bien en cette période où l'économie est si mal en point. Je sais que mon téléphone n'a pas cessé de sonner aujourd'hui. J'ai entendu d'autres députés dire que leur bureau avait été inondé d'appels.

Une autre chose qui m'ennuie et dont beaucoup de mes collègues ont parlé aujourd'hui, c'est l'idée de priver des prestations d'assurance-chômage les personnes qui quittent volontairement leur emploi. Je serai honnête. Je peux comprendre que le ministre des Finances a du mal à trouver de l'argent pour les personnes qui décident tout simplement de quitter leur emploi pour toucher l'assurance-chômage. Je peux comprendre qu'on coupe les prestations d'assurance-chômage à ces personnes. C'est un point qui se défend. Mais dans le cas des gens qui quittent leur emploi ou qui estiment qu'ils sont dans une situation intenable et doivent quitter leur emploi pour des motifs comme le harcèlement sexuel et des conditions de travail insatisfaisantes qui frisent le harcèlement sexuel, je pense que cette politique devrait être réexaminée. Cette mesure, à mon avis, est particulièrement discriminatoire à l'endroit des femmes, mais peut-être aussi à l'endroit des hommes.

Je n'attribue pas une bonne cote aux mesures qui ont été prises. Le gouvernement n'a réduit les dépenses de 8 milliards de dollars que pour rassurer les marchés mondiaux parce la plus grande partie de la dette—plus de 50 p. 100 je crois—appartient à des étrangers. Ces 8 milliards de dollars, comme le sait le ministre, ne constituent pas une économie pour cette année, mais pour les années à venir, pour les gouvernements à venir. Si les libéraux forment le gouvernement, nous devons faire quelque chose à cet égard. Cet aspect ne m'impressionne pas.

En conclusion, cela a été pour moi et pour beaucoup de mes collègues un budget décevant, et je suis convaincu que le ministre des Finances est déçu lui aussi, car je n'ai pas vu un article de journal qui ait dit beaucoup de bien ou qui ait eu le moindre bien à dire à propos de cet exposé budgétaire.

[Français]

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la Présidente, j'apprécie beaucoup l'opportunité de pouvoir faire des commentaires sur le mini-budget qui a été présenté par le ministre des Finances. Je dois ajouter que je suis d'ailleurs flatté que le ministre des Finances